



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des Nations Unies  
pour la population**

Distr. générale  
13 mai 2008  
Français  
Original : anglais

---

**Session annuelle de 2008**

16-27 juin 2008, Genève

Point 14 de l'ordre du jour provisoire

**Bureau des Nations Unies pour les services  
d'appui aux projets**

**Rapport annuel du Directeur exécutif  
sur les activités du Bureau des Nations Unies  
pour les services d'appui aux projets\***

*Résumé*

L'année 2007 a été la première année de la stratégie opérationnelle triennale du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Au cours de cette année, l'organisation a accompli d'importants progrès en vue de devenir, au sein du système des Nations Unies, un prestataire de services de gestion et d'achats de toute première qualité. Les résultats financiers de 2007, dont il sera pleinement rendu compte à la première session ordinaire de 2009 du Conseil d'administration, ont été positifs pour la deuxième année consécutive. La confiance des clients s'est améliorée en 2007 comme en témoignent l'obtention d'un volume sans précédent de nouveaux contrats ainsi que les réactions positives à la toute première enquête de satisfaction menée auprès des demandeurs de services.

L'organisation a amélioré ses modalités de fonctionnement et politiques opérationnelles et s'est remise à investir dans son personnel. Toutefois, comme le montre le budget de 2008-2009 approuvé par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 2008, de nouveaux investissements sont nécessaires pour relever les défis de gestion et saisir les occasions qui se présenteront lors de la prochaine période.

Le présent rapport donne un aperçu des contributions du Bureau aux activités de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement. Ce rapport étant le tout premier en son genre, les données qui y figurent serviront de points de comparaison pour toute évaluation future. Il contient des informations sur

---

\* Document présenté en retard en raison du travail de collecte de données qu'il a fallu effectuer pour que l'information présentée au Conseil d'administration soit aussi fraîche que possible.



les produits des projets et les partenariats dans 10 secteurs : éducation; environnement; égalité des sexes et autonomisation des femmes; gouvernance; santé; secours humanitaires et relèvement; justice et réconciliation; lutte contre la pauvreté; travaux publics; sécurité et ordre public. Un chapitre séparé est consacré aux activités liées au Fonds international de développement agricole (FIDA).

Les principaux domaines d'activité du Bureau, selon les catégories prescrites par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), sont les suivants : reconstruction, secours et relèvement; gouvernement et société civile; santé; et protection de l'environnement.

### *Éléments d'une décision*

Le Conseil d'administration voudra peut-être :

- a) Se féliciter des progrès qu'a réalisés le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en vue d'améliorer son efficacité et sa productivité, conformément à sa stratégie opérationnelle;
- b) Prendre note des contributions aux résultats opérationnels de l'Organisation des Nations Unies; et
- c) Prendre note des nouvelles activités menées par l'UNOPS en 2007, qui témoignent de la viabilité de son modèle opérationnel et de la confiance croissante que lui accordent ses partenaires.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	4
II. Mise en œuvre de la stratégie opérationnelle de 2007-2009 .....	5
A. Perspectives financières .....	5
B. Clients et parties prenantes .....	6
C. Modalités de fonctionnement .....	9
D. Ressources humaines .....	9
III. Contributions de l'UNOPS aux résultats d'exploitation de l'Organisation des Nations Unies .....	10
A. Introduction .....	10
B. Conclusions générales .....	11
C. Éducation .....	12
D. Environnement .....	12
E. Égalité des sexes et autonomisation des femmes .....	14
F. Gouvernance .....	14
G. Santé .....	15
H. Secours humanitaires et aide au relèvement .....	17
I. Justice et réconciliation .....	19
J. Réduction de la pauvreté .....	19
K. Travaux publics .....	20
L. Sécurité et ordre public .....	22
M. Fonds international de développement agricole .....	23
 Annexes (disponibles sur le site Web du Conseil d'administration)	
1. 2007 revenues and administrative expenditures	
2. Overview of the 10 strategic performance objectives	
3. Methodological approach for 2007 operational results reporting	
4. UNOPS clients and client groups	
5. Implementation expenditures and revenue by OECD-DAC Credit Reporting System code	

## I. Introduction

1. Le Directeur exécutif a le plaisir de faire savoir au Conseil d'administration qu'en 2007, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a progressé dans la réalisation de l'objectif de sa stratégie opérationnelle pour 2007-2009, à savoir devenir un prestataire de services de gestion de toute première qualité à l'appui des activités de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement menées par les Nations Unies. Certes, beaucoup a été accompli et encore davantage est prévu, mais pour atteindre ce niveau d'excellence, des efforts et des investissements seront nécessaires tout au long de l'actuel exercice biennal, comme indiqué dans le projet de budget pour l'exercice biennal (DP/2008/13).

2. En 2007, l'UNOPS a obtenu un niveau record de nouveaux contrats assorti d'une situation financière positive. Ces deux indices ont été bien supérieurs aux objectifs fixés et aux résultats de l'année précédente. Ceci confirme que les initiatives visant à réformer le système des Nations Unies et à en assurer la cohérence sont une source d'activités pour le Bureau. Au nombre des autres facteurs qui ont contribué à ces résultats figurent le régime de gestion du changement du Bureau et, en particulier, le dévouement et le professionnalisme de son personnel dans le monde entier. L'UNOPS pense que ses résultats bénéficieront de sa fusion partielle avec le Bureau des services d'achat interorganisations du PNUD au 1<sup>er</sup> janvier 2008, telle qu'approuvée par le Conseil d'administration en 2007.

3. Le présent rapport a été établi en réponse à la décision 2007/38 dans laquelle le Conseil d'administration a demandé un récapitulatif des clients et des services de l'UNOPS, ainsi que des renseignements sur le déroulement de la fusion partielle, notamment la fourniture de services à des organisations non gouvernementales.

4. Le présent rapport est aussi le tout premier rapport annuel établi par l'UNOPS sur ses contributions aux résultats opérationnels de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la décision 2007/9 du Conseil d'administration. L'UNOPS décrira donc ci-après comment les travaux qu'il a conduits pour le compte de ses partenaires ont contribué à profondément modifier l'existence des populations et des communautés desservies par les Nations Unies.

5. Les informations détaillées présentées ci-après ciblent les résultats obtenus en 2007, la direction et le personnel de l'UNOPS restant toutefois attentifs aux besoins actuels et aux défis futurs. Comme l'a souligné le document DP/2008/13, pour pleinement mettre en œuvre sa stratégie, l'UNOPS doit améliorer l'exécution des projets en 2008 et en 2009 et parer aux difficultés liées à la faiblesse du dollar des États-Unis et aux incertitudes inhérentes aux opérations menées dans les lieux d'affectation les plus difficiles dans le monde. En dépit de tendances économiques encourageantes et de l'incontestable renforcement de l'organisation, plusieurs problèmes restent sans solution et les dangers physiques encourus dans l'exécution des travaux du Bureau demeurent une préoccupation constante.

## **II. Mise en œuvre de la stratégie opérationnelle de 2007-2009**

6. L'UNOPS souhaite être reconnu en tant que prestataire de services de toute première qualité aux organismes des Nations Unies. Sa stratégie opérationnelle met l'accent sur la viabilité financière; la satisfaction des clients et le renforcement des partenariats; les meilleurs processus opérationnels; et le dynamisme et les solides compétences du personnel. Pour atteindre ces objectifs, l'organisation a défini 10 objectifs opérationnels stratégiques tels qu'énoncés dans le document DP/2008/13 (voir annexe 2 au présent rapport).

7. Un système de tableau de bord prospectif – assorti d'indicateurs de base testés en 2007 – facilite le suivi de la mise en œuvre des objectifs opérationnels stratégiques. Une version complète du tableau de bord, devenue opérationnelle en 2008, a permis de mieux évaluer les résultats et la responsabilisation de la direction au sein de l'UNOPS.

### **A. Perspectives financières**

8. Les opérations de l'UNOPS doivent s'appuyer sur une solide assise financière. En 2007, le montant des projets exécutés s'est élevé à 850 millions de dollars, les dépenses de gestion s'établissant quant à elles à 47,9 millions de dollars. Pour la deuxième année consécutive, l'UNOPS a contribué à sa réserve opérationnelle. Les recettes nettes perçues en 2007 se sont élevées à 15,1 millions de dollars, soit une nouvelle amélioration par rapport au montant de 8,9 millions de dollars de recettes en 2006. Toutefois, les passations par profits et pertes et les provisions pour créances irrécouvrables – provenant essentiellement des années précédant 2006 – comme le problème du solde interfonds non réglé avec le PNUD, ont eu pour effet de faire reculer à 3,6 millions de dollars le montant des recettes disponibles au titre de la réserve opérationnelle, le montant total de celle-ci s'établissant à 16,8 millions de dollars. L'organisation s'attend à ce que ce montant augmente à l'issue du règlement de ces problèmes pour lesquels des crédits ont été prévus dans l'état financier.

9. L'état financier certifié de 2006-2007 sera présenté au Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 2009, de concert avec le rapport du Comité des commissaires aux comptes, et à l'issue de l'examen par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Les principaux éléments figurent dans l'annexe 1 au présent rapport.

10. Les « nouveaux contrats obtenus » sont un important indicateur de stabilité financière future. Le niveau record de nouveaux contrats obtenus en 2007, qui s'est élevé à 1 milliard 477 millions de dollars, atteste de la forte demande pour les services de l'UNOPS.

11. Un certain nombre de mesures internes ont été prises en 2007 pour améliorer les délais de parution et la qualité des rapports financiers. On a notamment établi une nouvelle entité financière au siège, dans les bureaux régionaux et dans les centres d'opération. Sur les 76 membres du personnel de cette entité, 40 % ont été recrutés au cours de l'année écoulée en provenance du secteur privé et d'autres organismes des Nations Unies. L'UNOPS qui ne comptait aucun expert-comptable en emploi désormais trois.

12. Au nombre des principales initiatives prises en 2007 – ou préparées au cours de l'année en vue de leur introduction au début de l'année 2008 – figurent :

a) La mise en place d'un tableau de bord de données financières permettant à la direction et aux membres du personnel de l'UNOPS de suivre les résultats et d'assurer la gestion sur la base d'informations fiables et d'actualité;

b) La poursuite des efforts visant à passer du traitement manuel des transactions à leur traitement à l'aide du système Atlas pour renforcer les contrôles et veiller à l'établissement de rapports en temps réel;

c) Un instrument de gestion pour accélérer la formulation, l'approbation et la mise en œuvre de nouveaux projets et contribuer à éviter les entreprises financièrement non viables;

d) Une nouvelle politique de recouvrement de coûts et de tarification des clients; et

e) Un plan d'assurance de l'organisation pour la protéger contre les interruptions d'activités, la criminalité ou les litiges avec les clients ou les entrepreneurs.

13. À la mi-2007, l'UNOPS a créé un service interne d'audit, relevant directement du Directeur exécutif, pour améliorer l'examen objectif de l'organisation et de ses projets. Des informations supplémentaires sur ce service figurent dans le document DP/2007/31.

14. L'UNOPS a créé un Comité consultatif de stratégie et d'audit comportant cinq membres externes hautement qualifiés et ayant acquis une vaste expérience dans les secteurs public et privé. Ce comité, qui s'est réuni pour la première fois au début de l'année 2008, fournit au Directeur exécutif des conseils indépendants sur les objectifs stratégiques et d'audit et analyse notamment les risques auxquels l'UNOPS fait face.

## **B. Clients et parties prenantes**

15. Le nombre accru de nouveaux contrats obtenus en 2007 dont il est question au paragraphe 10 ci-dessus est un solide indicateur de la confiance croissante des clients dans l'UNOPS. La plus grande attention accordée aux besoins des clients et le fait que les partenaires soient informés de façon plus fréquente et exhaustive, ont contribué à renforcer les relations avec les clients. Au début de l'année 2008, une toute première enquête de satisfaction a été menée auprès des clients, établissant un point de comparaison pour mesurer les progrès dans leur appréciation des services. Soixante-treize pour cent des personnes interrogées ont indiqué être satisfaites des services de l'UNOPS, 50 % de tous les clients s'étant déclarés extrêmement satisfaits. Cette enquête a révélé qu'il fallait faire mieux connaître aux clients le nouveau Bureau et continuer d'améliorer l'efficacité et la productivité en matière de services et d'établissement de rapports.

16. Les directeurs et gestionnaires du centre d'opérations de l'UNOPS participent plus activement aux travaux des équipes de pays des Nations Unies, mettant leur expérience pratique au service des efforts des Nations Unies. Les coordonnateurs résidents et les autres partenaires ont été priés d'évaluer les contributions des équipes de pays des Nations Unies. Les sites où l'UNOPS était présent ont fait l'objet

d'évaluations extrêmement favorables, le taux moyen d'appréciations favorables étant de 67 %. Vu l'importance accrue de la coordination régionale, les bureaux régionaux de l'UNOPS sont situés dans les villes qui abritent les bureaux du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM). Un directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, nouvellement nommé, a ouvert le bureau régional à Panama au milieu de l'année 2007. Celui-ci était auparavant installé au Pérou. Le bureau régional pour l'Afrique a déménagé de Nairobi à Johannesburg lors du deuxième trimestre de 2008. L'UNOPS est en outre devenu un membre plus actif du Comité de haut niveau sur la gestion et du Groupe des Nations Unies pour le développement, s'attachant au premier chef aux questions opérationnelles.

17. La fusion partielle avec le Bureau des services d'achats interorganisations du PNUD est intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 2008, renforçant les capacités de l'UNOPS en matière de prestation de services d'achats pour tous les organismes des Nations Unies. Les préparatifs en 2007 ont permis une transition sans heurt des services entre le Bureau des services d'achats interorganisations et l'UNOPS ainsi que le transfert de responsabilités du maintien du portail d'achats des Nations Unies (le portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies), et la plateforme électronique consacrée aux achats d'articles d'usage commun, « UN Web Buy ». L'UNOPS compte avoir l'occasion à l'avenir de fournir d'autres services d'achats et de logistique pour appuyer des missions de maintien de la paix et d'autres activités des Nations Unies.

18. En 2007, l'UNOPS a continué de diversifier sa base de clients (voir annexe 4 pour plus d'informations). Sur les quatre principaux clients, la part du PNUD dans le montant total des recettes était de 37,3 %, soit une augmentation en dollars mais un léger recul en pourcentage par rapport à 2006. Inscrits à l'actif du PNUD, on trouve des contrats de services de gestion que le PNUD a signés avec des gouvernements au nom de l'UNOPS, et cet élément a pris de l'importance. Les opérations de maintien de la paix viennent en deuxième place parmi les clients les plus importants avec une part des recettes de 17 %, remplaçant la Banque mondiale dont la part est désormais de 13,1 %. La part de l'UNICEF a augmenté de façon marginale pour s'élever à 6,3 %.

19. Assurer les services des organismes des Nations Unies, tel est le principal rôle de l'UNOPS. La réforme du système des Nations Unies est l'occasion d'élargir la portée d'un tel appui. En 2007, outre l'appui aux activités menées par le Département des opérations de maintien de la paix, le PNUD et l'UNICEF, l'UNOPS a fourni des services à de nombreux autres clients<sup>1</sup>. Les organismes des

---

<sup>1</sup> Le Département des affaires économiques et sociales, le Département des affaires politiques, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Fonds d'équipement des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour les affaires de population (FNUAP), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Nations Unies ont représenté 70,7 % des clients de l'UNOPS en termes de recettes, avec un montant total de dépenses relatives aux projets s'élevant à 585 millions de dollars, soit une augmentation de 17 % par rapport à 2006. L'UNOPS continuera de s'ouvrir aux organismes des Nations Unies, notamment ceux qu'il ne dessert pas encore. Les services d'achats améliorés de l'UNOPS devraient être très attrayants pour le système des Nations Unies.

20. Une tendance intéressante a été l'augmentation des services fournis aux gouvernements, la part qu'ils représentent dans le montant total des recettes passant de 7,2 % à 14,8 %. Dans certains cas, c'est avec les ressources de la Banque mondiale, du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et d'institutions bilatérales que des projets ont été confiés à l'UNOPS par les gouvernements des programmes des pays. Les plus importantes augmentations en 2007 ont été attribuées au Gouvernement indien et au « Three Diseases Fund » au Myanmar.

21. Outre le portefeuille de projets exécutés, l'UNOPS fournit des services d'appui rémunérés. En 2007, les recettes de chacune de ces deux catégories se sont respectivement élevées à 50,6 millions de dollars et à 9,4 millions de dollars. Il s'est agi de services dispensés au FIDA, au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, au FNUAP et à la Banque mondiale au titre d'achats pour le Gouvernement de la République démocratique du Congo. Le nombre des contrats avec le FIDA a diminué à mesure que cet organisme développe ses propres capacités d'administration de prêts et de supervision de fonds. En 2008 et 2009, le FIDA a cependant l'intention de conserver le niveau actuel.

22. On trouvera à l'annexe 5 des précisions sur les dépenses relatives aux projets et recettes perçues en 2007 par secteurs et sous-secteurs du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Les secteurs dominants étaient les suivants : reconstruction, secours et relèvement; gouvernement et société civile; santé; et protection de l'environnement. Ces secteurs ont respectivement représenté 25 %, 23 %, 15 % et 8 % des dépenses de 2007 relatives aux projets. Les principaux sous-secteurs étaient les suivants : reconstruction, secours et relèvement; consolidation de pays après les conflits; et services médicaux, représentant respectivement 25 %, 16 % et 10 % des dépenses de 2007 relatives aux projets.

23. La plupart des activités de reconstruction, de secours et de relèvement ont eu lieu en Afghanistan, en Indonésie, à Sri Lanka et au Soudan. Les projets de lutte antimines ont absorbé 81 % des dépenses de consolidation de la paix après les conflits. Les achats de produits pharmaceutiques en Inde ont représenté 54 % des dépenses au titre des services médicaux. Les petits dons et les portefeuilles de projets internationaux d'approvisionnement en eau, comportant des travaux effectués au nom du Fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), géré par le PNUD, ont constitué l'essentiel des dépenses relatives aux projets environnementaux, le Fonds d'affectation spéciale du groupe des clients, filiale du PNUD comptant pour 88 % de la totalité des travaux environnementaux et le PNUE pour 7 % supplémentaires.

24. En 2007, l'UNOPS a considérablement progressé dans l'élaboration d'outils de communication à bon marché pour des publics clefs. Une stratégie de communication a été lancée au milieu de l'année, avec la création d'un service de communication au siège qui a publié une documentation sur les bureaux, les secteurs et les services, les activités et le personnel de l'UNOPS. D'ici à la fin de

l'année, environ 50 produits de ce type auront été élaborés et affichés en ligne. À la fin de 2007, l'UNOPS a commencé la mise à jour de son site Web avec une version basée sur un nouveau logiciel. L'opération devrait être terminée à la mi-2008.

### **C. Modalités de fonctionnement**

25. En 2007, le plus important investissement en matière de gestion du changement a été consacré à l'examen et à l'amélioration des modalités de fonctionnement et des services d'appui de l'UNOPS. Vingt-cinq procédures opérationnelles permanentes assurent la compatibilité, la rapidité et la qualité des opérations. À titre d'exemple de remaniement d'un processus opérationnel, on peut notamment citer la révision du système de gestion des postes qui a permis d'accroître de 83% la rapidité et l'efficacité de cette procédure. Parmi les autres réalisations ayant profondément contribué aux résultats figurent la création d'une plate-forme pour l'établissement des rapports financiers et l'appui informatique au démarrage des projets et au processus d'approbation.

26. Le contrôle des achats s'est amélioré avec l'introduction, le 1<sup>er</sup> janvier 2007, d'un nouveau manuel d'achats et la création au siège d'un comité chargé des contrats et des biens. En 2007, l'UNOPS a établi un système de présentation en ligne propice à une plus grande responsabilisation et à la réduction des délais d'étude des marchés. Des comités locaux chargés des contrats et des biens ont été établis dans les bureaux régionaux en Afrique et au Moyen-Orient.

27. En matière de gestion des ressources humaines, l'UNOPS a élaboré de nouvelles pratiques dont celle du contrat standardisé de vacataire pour réduire les coûts administratifs et améliorer les conditions de travail du personnel non permanent. L'UNOPS a communiqué aux organismes partenaires des informations sur cette nouvelle forme de contrat. Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, cinq anciens contrats de service ont été remplacés par des contrats standardisés de vacataire. Le système de gestion lié à Atlas a remplacé plusieurs systèmes plus anciens, réduisant d'autant les coûts d'administration.

### **D. Ressources humaines**

28. Comme c'est le cas pour d'autres entités des Nations Unies, le plus grand atout de l'UNOPS est son personnel. Suite aux difficultés financières prolongées, les investissements au titre de la gestion des carrières et de la formation ont été insuffisants pendant des années. En 2007, une nouvelle stratégie des ressources humaines est entrée en vigueur et de modestes fonds ont été alloués au titre de la formation du personnel. D'autres investissements devraient suivre en 2008-2009.

29. À l'UNOPS, le moral du personnel est excellent et comme précédemment signalé au Conseil d'administration, une enquête sur les attentes et l'état d'esprit du personnel du Bureau menée en 2007 a révélé un plus grand degré de satisfaction au travail que dans des organismes comparables. Ce résultat remarquable a été confirmé par une deuxième enquête effectuée lors du premier semestre de 2008. Les personnes interrogées ont signalé la constante amélioration des communications et de la transparence dans la prise de décisions de l'organisation et une coopération plus étroite entre les bureaux de l'UNOPS. On a demandé aux membres du personnel s'ils considéraient que leur travail contribuait à l'amélioration de la vie

des individus, et 91 % d'entre eux, tous lieux d'affectation et fonctions confondus, ont répondu de façon positive. Certaines critiques ont été émises sur diverses questions – répartition du travail, planification des carrières, reconnaissance des mérites du personnel et gratification, mécanismes de signalement des actes de harcèlement – que la direction devra examiner.

30. En 2007, il y a eu d'importants mouvements du personnel en raison des nouveaux contrats obtenus, de la fusion partielle du Bureau des services d'achat interorganisations du PNUD avec l'UNOPS et des réalignements régionaux et du siège. Plus de 900 vacances de poste ont été publiées et 5 foires à l'emploi ont eu lieu. Plus de 200 contrats d'engagement ont été signés et presque autant de cessations de service ont été recensées. Environ 2 500 agents recrutés localement et 220 membres du personnel recrutés sur le plan international font désormais l'objet de nouveaux contrats standardisés de vacataire.

31. En 2007, l'UNOPS a approuvé une stratégie de formation et a lancé sur son site intranet une section « formation et développement » qui propose des cours de formation obligatoires – sécurité et harcèlement, gestion des projets, achats et financement (notamment formation à l'extérieur et obtention de diplômes) et procédures d'Atlas et instructions opérationnelles permanentes. Outre les conditions obligatoires à remplir, 636 membres du personnel et détenteurs de contrats de service ont entrepris une formation, dont 424 membres en matière d'achats, et 32 ont reçu un certificat d'aptitude à la gestion des projets selon la méthode PRINCE2™. La plupart des cours de formation sont dispensés sur l'Internet, l'UNOPS a toutefois financé 13 ateliers de formation, notamment de formateurs.

32. Le personnel de l'UNOPS a considérablement progressé en matière d'échange de connaissances pour améliorer la qualité des services. En 2007, neuf réseaux de collaboration ont commencé à échanger les meilleures pratiques et les enseignements tirés pour disposer de meilleurs outils. La plupart des fonctionnaires sont désormais membres d'un réseau d'échanges ou plus, ceux ayant trait aux achats, infrastructures et ressources humaines étant les plus dynamiques. Le nombre des participants à ces réseaux a augmenté de 69 %, passant de 381 en juin 2007 à 643 à la fin de l'année.

33. La communication interne s'est améliorée grâce au nouvel organe de concertation entre l'administration et le personnel, avec des représentants élus du personnel pour chaque région. De plus nombreuses réunions-débats ont permis de tenir le personnel au courant de l'évolution de l'organisation. Douze animateurs internes et des coordonnateurs au siège et au niveau régional de la formation et de l'apprentissage par région ont contribué aux exercices visant à renforcer l'esprit d'équipe ainsi qu'aux ateliers d'échange des connaissances.

### **III. Contributions de l'UNOPS aux résultats d'exploitation de l'Organisation des Nations Unies**

#### **A. Introduction**

34. Le rapport annuel de 2007 étant le premier à comporter une évaluation des contributions de l'UNOPS aux résultats des programmes de ses partenaires, les conclusions présentées ci-après constituent des éléments de référence. Plus le

volume des données comparables va augmenter, plus l'évaluation des activités de l'UNOPS va être intéressante.

35. L'annexe 3 au présent rapport présente un aperçu des problèmes méthodologiques rencontrés et des décisions prises, ainsi qu'une description du processus de collecte des données. Malgré tous les efforts déployés pour fournir des données complètes et précises, il faut du temps pour mettre en place des mécanismes efficaces permettant de communiquer les types de données qui n'étaient pas régulièrement recueillies auparavant au sein des divers services de l'organisation. Les données concernant 2007 devraient donc être considérées comme indicatives plutôt qu'exhaustives.

36. Le rôle unique de l'UNOPS a une influence fondamentale sur l'évaluation de ses résultats. Prestataire de services aux organisations et aux gouvernements, il peut, selon les besoins du client, se charger de tous les aspects de la conception et de l'exécution des projets ou fournir certains services. Il contribue aux résultats des programmes en partenariat avec d'autres entités et comme la prise en charge des projets appartient à ses clients, les rapports annuels de ces derniers peuvent comporter des résultats et des produits plus importants que ceux qui sont décrits ci-après.

37. En raison de la nature administrative des contributions de l'UNOPS aux projets financés par le Fonds international de développement agricole (FIDA), qui se limitent en général à l'octroi de services de suivi des prêts et de contrôle de l'utilisation des fonds, ces contributions sont décrites séparément.

38. Les autres contributions de l'UNOPS sont organisées dans le cadre de 10 secteurs essentiels appuyant la consolidation de la paix, l'assistance humanitaire et l'aide au développement. Ces secteurs, déterminés sur la base de l'inventaire des activités de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies établi en 2006 et des objectifs du Millénaire pour le développement, sont : l'éducation; l'environnement; l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; la gouvernance; la santé; les secours humanitaires et l'aide au relèvement; la justice et la réconciliation; l'atténuation de la pauvreté; les travaux publics; et la sécurité et l'ordre public. Les résultats décrits ci-après ne sont pas répétés dans d'autres secteurs.

## **B. Conclusions générales**

39. Le fait que l'UNOPS est prestataire de services signifie que l'étendue, l'objectif et le lieu de son travail sont déterminés par les priorités et les besoins du client. (Le portefeuille de l'UNOPS quant aux recettes et à l'exécution des projets est décrit aux paragraphes 18 à 25 ci-dessus.) En 2007, ses activités ont contribué aux résultats obtenus dans les 10 secteurs énumérés au paragraphe 38 ci-dessus.

40. Organisme chef de file du système des Nations Unies pour les grands projets d'infrastructure physique dans le cadre de la consolidation de la paix, l'UNOPS a géré en 2007 une quantité importante de travaux de construction en Afghanistan, en Iraq et au Soudan. Il a aussi entrepris des activités considérables en Indonésie, aux Maldives et à Sri Lanka, où des travaux de reconstruction de longue haleine se sont poursuivis à la suite du tsunami de 2004.

41. Dans l'ensemble, les travaux d'infrastructure appuyés par l'UNOPS en 2007 ont assuré l'accès à l'eau salubre à plus de 2,3 millions de personnes, la construction de plus de 200 écoles et des services d'évacuation des déchets solides à environ

500 000 personnes. Pour le secteur public, l'UNOPS a conçu 49 bâtiments et en a construit 27; il a tracé 1 779 kilomètres de routes, en a construit 1 361 et a remis en état une soixantaine de ponts.

42. Dans le secteur de l'environnement, plusieurs programmes d'envergure touchant à la biodiversité et aux eaux internationales ont été exécutés et plus de 3 000 projets de microfinancement ont été administrés, aboutissant à des résultats dans plus de 100 pays.

43. S'agissant des services d'approvisionnement et d'exécution de projets, ils ont contribué aux résultats obtenus dans le secteur de la santé, notamment en Argentine, en Inde, au Myanmar et au Pérou. En 2007, l'UNOPS a fourni des biens de santé d'une valeur de plus de 90 millions de dollars et supervisé la distribution de 342 millions de doses de médicament contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida.

44. En ce qui concerne la sécurité, l'UNOPS a appuyé les projets du Service de la lutte antimines (SLAM) qui ont permis de désamorcer environ 1,4 million d'engins non explosés, essentiellement en Afghanistan et au Liban.

### **C. Éducation**

45. Dans le secteur de l'éducation, une grande partie des travaux exécutés par l'UNOPS en 2007 (principalement en Indonésie, aux Maldives et à Sri Lanka) concernent les services de secours humanitaire et d'aide au relèvement décrits dans la section H ci-dessous. Il a apporté d'autres contributions importantes à l'éducation, notamment en aidant maintes fois l'UNICEF à réaliser l'objectif 2 du Millénaire pour le développement, à savoir assurer l'éducation primaire pour tous.

46. À l'échelle mondiale, l'UNOPS a géré la construction ou la réfection de 129 écoles pour 16 503 élèves, surtout au Myanmar où, à la demande du PNUD et des Gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de la Suède, l'UNOPS a remis en état 111 écoles destinées à 15 500 élèves et assuré des services d'initiation au calcul et d'alphabétisation à 9 857 villageois. Pour le compte du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, l'UNOPS a remis en état trois facultés universitaires en Afghanistan et fait les plans de 46 écoles au Soudan, dont six ont été déjà construites avec une capacité de 2 400 élèves, dont 1 440 filles.

47. Les services d'achat ont constitué un élément majeur de l'appui apporté par l'UNOPS à l'éducation. Les 34,5 millions de dollars consacrés à ce secteur ont été en grande partie dépensés en Argentine, financés par le Gouvernement, la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale.

### **D. Environnement**

48. Le caractère transfrontalier des questions environnementales nécessite des mesures internationales coordonnées. Travaillant pour des clients comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PNUD, la Banque mondiale et divers gouvernements, l'UNOPS appuie des projets qui inversent le phénomène de dégradation de l'environnement, sensibilisent le public et améliorent la gestion des ressources. Il contribue ainsi à la réalisation de l'objectif 7 du Millénaire pour le développement qui vise à assurer un environnement durable.

49. Au nom du FEM et du PNUD, l'UNOPS a, en 2007, facilité la coopération internationale visant à prévenir la dégradation des eaux internationales et à y remédier. Il a appuyé des projets internationaux d'envergure notamment pour la mer Noire, la mer Caspienne et la mer Jaune, ainsi que les eaux souterraines en Afrique australe. Il s'agissait de 57 initiatives écologiques locales, de 161 activités de sensibilisation du public et de la formation de 840 spécialistes d'organisations gouvernementales et non gouvernementales. Ces projets auraient bénéficié à 50 millions de personnes des régions côtières.

50. En Afghanistan, à l'aide de fonds accordés par le Gouvernement des États-Unis, l'UNOPS a géré deux projets (dont un est décrit dans l'encadré 1) qui ont servi à financer 89 contrats de sous-traitance signés avec les collectivités locales. Il s'agissait d'activités de reboisement, de conservation de l'eau et des sols et de développement horticole. L'UNOPS a organisé la formation de 655 fonctionnaires et responsables locaux à la conservation de la biodiversité et appuyé cinq initiatives de sensibilisation à la gestion durable des ressources naturelles et d'éducation écologique des enfants.

#### Encadré 1

##### **Afghanistan Conservation Corps**

Les années de conflit, la pauvreté et la croissance démographique ont décimé l'environnement afghan, en lésant les ruraux dont environ 80 % comptent directement sur les ressources naturelles pour survivre.

Le programme de l'Afghanistan Conservation Corps (ACC) est financé par le Gouvernement des États-Unis et géré par l'UNOPS en collaboration avec le Gouvernement afghan. L'ACC collabore avec les populations locales pour améliorer les moyens de subsistance ruraux, créer des capacités de régénération et de gestion durable des forêts, des zones de pâturage et des bassins hydrographiques et aider à conserver la diversité biologique, dans les écosystèmes fragiles en particulier. Le recours à des procédés à forte intensité de main-d'œuvre a permis d'assurer un emploi aux réfugiés de retour, aux personnes déplacées, aux femmes et aux ex-combattants.

En 2007, l'ACC a appuyé la production de 825 000 jeunes arbres fruitiers et forestiers et la gestion locale de 1 500 hectares de forêts de pistachiers, ce qui a permis d'augmenter de 30 % les revenus ruraux. Il a en outre supervisé la création de 689 pépinières et vergers et l'aménagement dans cinq villes d'espaces publics dont plusieurs millions de personnes ont bénéficié.

Le programme de l'ACC a permis de créer 169 000 journées d'emploi, d'assurer une éducation écologique à 12 000 écoliers et 1 000 étudiants et de former 4 000 fonctionnaires et responsables locaux à l'horticulture, la sylviculture et la conservation des sols et des eaux.

51. L'UNOPS a servi d'agent d'exécution pour le Programme de microfinancement du FEM (Fonds pour l'environnement mondial), assurant la gestion administrative et financière à près de 3 000 projets de microfinancement en 2007. Ces projets ont

permis de financer des initiatives écologiques locales dans 90 pays, y compris 1 520 microcrédits consacrés à la conservation de la biodiversité, 482 aux changements climatiques et 161 à la protection des eaux internationales.

## **E. Égalité des sexes et autonomisation des femmes**

52. L'engagement de la communauté internationale en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes est consacré par l'objectif 3 du Millénaire pour le développement. Comme les clients de l'UNOPS intègrent souvent la démarginalisation des femmes à leurs travaux, l'égalité des sexes a été fréquemment prise en compte dans les projets des autres secteurs. Néanmoins, l'examen des contributions de l'UNOPS à l'objectif 3 montre qu'il faut adopter des approches plus systématiques pour tenir et rendre compte des sexospécificités.

53. Au Guatemala, le Gouvernement italien et UNIFEM ont demandé à l'UNOPS d'assurer une formation professionnelle à 3 104 femmes et de superviser la distribution de 929 microcrédits à des femmes chefs d'entreprise pour leur permettre de financer la création de petits commerces tels que cafés et boutiques.

54. En Afghanistan, au nom d'USAID (Agency for International Development), l'UNOPS a géré des subventions accordées à 156 femmes pour la création de petites entreprises et construit un établissement universitaire qui reçoit actuellement près de 600 étudiantes.

## **F. Gouvernance**

55. Travaillant pour les gouvernements, les organismes des Nations Unies et des mécanismes de financement tels que le Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq du Groupe des Nations Unies pour le développement et le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs au Soudan, l'UNOPS a appuyé des projets de gouvernance en 2007 en construisant des bâtiments publics, en fournissant des biens et en menant des activités liées aux recensements et aux élections.

56. L'UNOPS a donné les plans de 49 bâtiments publics et en a construit 27, pour la plupart au Soudan (44 plans et 13 constructions). L'Amérique latine a été aussi une région importante sur le plan de l'infrastructure publique, huit bâtiments ayant été construits pour les Gouvernements argentin, guatémaltèque et péruvien.

57. Des biens d'un montant de plus de 32 millions de dollars ont été achetés pour les administrations publiques en 2007, dont 17,3 millions de dollars en Amérique latine et dans les Caraïbes pour 18 projets en Argentine, en El Salvador, au Guatemala, au Pérou et en Uruguay. En Argentine, le Ministère de la santé et la Banque mondiale ont demandé à l'UNOPS d'assurer par contrat des services de renforcement des institutions d'un montant dépassant 2,3 millions de dollars.

58. L'UNOPS a supervisé la formation de 300 observateurs électoraux indépendants en République démocratique du Congo, pour le compte du Gouvernement canadien, et de 220 agents électoraux en Iraq, au nom de l'Union européenne. Il a acheté pour 1 860 000 dollars de matériel destiné aux élections en Haïti et en Iraq.

## Encadré 2

**Appui au recensement dans le Sud-Soudan**

En 2007, 14 ans après son dernier recensement, le Sud-Soudan avait grand besoin de données démographiques pour mieux planifier son développement. Le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs a donc consacré 70 millions de dollars au financement d'un recensement et fait appel à l'UNOPS pour acheter les biens et les services et former le personnel local.

En collaboration étroite avec les autorités régionales et les gouvernements, l'UNOPS a livré en temps voulu du matériel indispensable dans des lieux reculés, malgré les routes souvent impraticables. En 2007, il a acheté des quantités considérables de matériel, dont 272 véhicules à moteur, 12 générateurs, 217 tentes, 161 ordinateurs, 800 bicyclettes et 6 bateaux.

L'UNOPS a fourni et érigé 68 ensembles de bureaux préfabriqués, dotant ainsi le personnel de 1 700 mètres carrés d'espace de travail à Khartoum et dans six localités du Sud-Soudan. Il a cofinancé un centre d'opérations à Rumbek et installé une salle de radio au centre sud-soudanais pour les recensements, les statistiques et l'évaluation, assurant ainsi de bons moyens de planification et de communication avec les 10 bureaux extérieurs du centre. L'UNOPS a en outre donné à 42 agents du centre plus de 900 heures de formation spécialisée. L'effet multiplicateur de ce travail de renforcement des capacités a été remarquable : de retour dans leurs provinces, ces agents ont eux-mêmes formé 160 collègues.

**G. Santé**

59. Le secteur de la santé représente une part importante du portefeuille de l'UNOPS, les activités étant concentrées en Asie et dans le Pacifique et en Amérique latine et dans les Caraïbes. Parmi les clients, on compte le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), les gouvernements et le « Three Diseases Fund », consortium de donateurs internationaux.

60. À l'appui des objectifs 4 et 5 du Millénaire pour le développement qui visent à réduire la mortalité infantile et à améliorer la santé maternelle, l'UNOPS a conçu et construit huit maternités en Iraq à la demande du FNUAP et acheté des biens valant plus de 35 millions de dollars pour le compte du Gouvernement péruvien afin d'améliorer les soins fournis dans les maternités du Pérou.

61. L'achat de fournitures médicales a représenté environ la moitié de la valeur totale des activités de santé de l'UNOPS, y compris 25 millions de dollars pour les centres de santé en Argentine et en Inde et 200 ambulances pour le Gouvernement péruvien.

62. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, l'UNOPS a appuyé des projets qui ont contribué à la réalisation de l'objectif 6 du Millénaire pour le développement qui vise le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. Pour le compte du PNUD, l'UNOPS a assuré la sensibilisation de 35 000 villageois au VIH/sida, aidé à

l'élaboration de 65 plans d'action communautaire et distribué 534 000 préservatifs et 99 000 matériels d'information, d'éducation et de communication. Pour la Banque mondiale et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'UNOPS a procuré 140 millions de doses de médicaments antipaludiques et 178 millions de doses de vaccin antituberculeux. Pour la Banque mondiale et le Gouvernement du Royaume-Uni, il a procuré 24 248 000 doses de médicaments contre le VIH/sida.

63. Chargé de la gestion des fonds attribués par le Three Diseases Fund au Myanmar, l'UNOPS a supervisé la distribution de 825 442 seringues à des consommateurs de drogue par voie intraveineuse et de 4 millions de préservatifs. En 2007, 35 275 personnes ont été examinées et orientées en ce qui concerne les infections sexuellement transmises et 28 855 ont subi un traitement. Près de 215 000 personnes ont bénéficié d'un test de dépistage rapide du paludisme; 37 419 cas ont été traités; 29 628 moustiquaires ont été distribuées et 143 000 ont été traitées aux insecticides. Les activités de prévention ont touché 496 447 personnes.

64. Toujours au Myanmar, l'UNOPS a géré la formation de 36 254 agents de l'administration de la santé, dont auraient bénéficié 1 150 000 personnes.

### Encadré 3

#### **Programme régional de lutte contre le VIH/sida dans les États arabes**

Malgré l'accroissement des taux de contamination par le VIH/sida, de nombreux États arabes n'ont pas encore adopté les démarches multisectorielles, ciblées et axées sur les résultats, nécessaires pour s'attaquer à l'épidémie.

Pour faire mieux prendre conscience de la maladie et affermir la volonté de la combattre, le PNUD a lancé le Programme régional de lutte contre le VIH/sida dans les États arabes et engagé l'UNOPS comme agent d'exécution. Une des composantes essentielles du programme consiste à éduquer les chefs religieux et à coopérer avec eux car, vu leur influence sociale et culturelle au sein des communautés arabes, ils sont des partenaires précieux dans ce domaine.

Le Programme régional a permis d'importants progrès en 2007. Pour la première fois, un séminaire de formation sur la sensibilisation au VIH/sida a été organisé à Bahreïn à l'intention de 135 chefs religieux sunnites et chiites, hommes et femmes. En Somalie, 130 chefs religieux ont participé à des séminaires de formation tandis que 500 femmes ont assisté à des conférences au sujet du virus et de la maladie. À Djibouti, 24 imams se sont portés volontaires pour suivre une consultation et se soumettre à un test de dépistage du VIH afin de réduire la stigmatisation et de promouvoir le recours au dépistage volontaire.

Les autorités locales utilisent les outils du Programme régional pour sensibiliser le public et modifier son attitude. Le matériel pédagogique sur le VIH/sida qui contient des références au Coran ou à la Bible est de plus en plus prisé par les chefs religieux. Le Gouvernement marocain l'utilise afin de réaliser un plan d'éducation et de formation en matière de VIH/sida pour les 31 000 imams du Maroc.

## H. Secours humanitaires et aide au relèvement

65. L'UNOPS offre des services humanitaires d'appui aux secours d'urgence et au relèvement à la suite de catastrophes naturelles ou de conflits. En 2007, ses clients ont été notamment l'Union européenne, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le FNUAP, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'UNICEF et des gouvernements. Ils ont choisi l'UNOPS pour son aptitude à élargir rapidement le champ de ses activités et pour son expérience dans la gestion de travaux de reconstruction vastes et complexes.

66. En 2007, les activités de secours humanitaires et d'aide au relèvement menées par l'UNOPS se sont essentiellement concentrées sur des projets de longue haleine visant à reconstruire les vies et les infrastructures à la suite du tsunami de 2004 dans l'océan Indien. L'UNICEF et d'autres partenaires ont demandé à l'UNOPS d'exécuter des projets d'infrastructure en Indonésie (voir encadré 4 ci-dessous) et à Sri Lanka. En 2007, l'UNOPS a élaboré les plans de 181 écoles dans les phases de secours et en a construit ou remis en état 89. Il a en outre géré la construction de 82 cuisines scolaires à Sri Lanka et de 20 centres de formation d'enseignants aux Maldives.

### Encadré 4

#### **Reconstruction d'écoles en Indonésie après le passage du tsunami**

Le tsunami de 2004 a causé des dégâts catastrophiques en Indonésie, faisant plus de 200 000 morts ou disparus, ravageant l'infrastructure et déplaçant plus d'un demi-million de personnes. Le Gouvernement indonésien a donné à la reconstruction des écoles la priorité dans son programme de relèvement.

L'UNICEF a choisi l'UNOPS comme principal agent d'exécution pour la reconstruction des écoles primaires permanentes. Il était chargé des plans; des appels d'offres et des contrats; du recrutement et de la gestion des ressources humaines; des rapports; et de la gestion financière. Il a conçu des écoles adaptées aux besoins des communautés et des lieux et adopté des cahiers des charges contenant de nouvelles normes quant à la résistance aux séismes.

En 2007, l'UNOPS a conçu 126 écoles, soumis et accordé 139 contrats et construit 70 écoles, avec 436 salles de classe qui accueillent plus de 13 000 élèves et constituent un grand pas vers la réalisation de l'objectif 2 du Millénaire pour le développement.

Vu ce succès, l'UNICEF a porté à 226 le nombre d'écoles dont la construction a été confiée à l'UNOPS et a loué ses services pour construire 29 dispensaires.

67. En 2007, la majorité de l'appui fourni par l'UNOPS aux activités de secours d'urgence liées à la santé a été destinée à Sri Lanka. Le Bureau y a conçu sept dispensaires pour le compte du HCR et de l'UNICEF et aidé à en construire ou à en remettre en état 55 pour le FNUAP, l'UNICEF et World Vision. À la demande du

FNUAP, il a formé 6 000 employés à des disciplines liées à la santé. En Haïti, il a conçu six dispensaires pour l'UNICEF.

68. Pour le compte du HCR, l'UNOPS a aidé à fournir à Sri Lanka des abris d'urgence qui ont servi à plus de 20 000 personnes privées de logement ainsi que des assemblages d'abris d'urgence et une assistance technique à la construction de logements temporaires pour 2 500 familles.

69. La plupart des 128 kilomètres de routes construites dans le monde par l'UNOPS dans les situations de crise ont concerné deux projets réalisés en République démocratique du Congo, à la demande du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. À Sri Lanka, l'UNOPS a élaboré les plans et géré la construction de quatre ponts, avec l'aide financière du Gouvernement espagnol.

70. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement – composante essentielle des secours en cas de catastrophe –, l'UNOPS a appuyé sept projets dans le monde qui ont assuré l'accès à l'eau salubre à plus de 123 000 personnes. La plupart étaient à Sri Lanka (116 600) où, à la demande de l'UNICEF, l'UNOPS a conçu trois usines de traitement des eaux, en a construit deux et a installé 94 kilomètres de réseaux de distribution d'eau.

#### Encadré 5

##### **Programme de l'UNITAR portant sur les applications pratiques de la télédétection par satellite**

Pour les gouvernements et les organisations qui fournissent une assistance humanitaire et une aide au développement, l'imagerie par satellite peut permettre de voir où et comment intervenir.

L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) a demandé à l'UNOPS d'aider à obtenir ce type d'information en créant et en gérant son Programme des applications du satellite d'exploitation (UNOSAT). L'UNOPS administre les contrats des spécialistes d'UNOSAT, fait les commandes d'images satellites, loue par contrat des services spécialisés (tels que l'interprétation de données spécialisées ou le traitement d'images synthétiques) et gère les contrats d'échange de connaissances avec la Commission européenne et l'Agence spatiale européenne (ESA).

En 2007, UNOSAT a fourni des cartes et des services d'experts dans le cadre de 46 opérations de secours menées par des organismes des Nations Unies. Ses cartes ont servi à situer les collectivités et à les aider lors des inondations subites qui, au Soudan, ont coûté la vie à 60 personnes. Elles ont servi aussi à mener des interventions de ce type en Afrique de l'Ouest et en Somalie. Les images d'UNOSAT ont aidé à gérer l'aide fournie aux 30 000 réfugiés du camp de Nahr el Bared au Liban-Nord, trois mois après des combats intenses qui ont causé de graves dégâts. UNOSAT a produit plus de 200 cartes et analyses en 2007.

## I. Justice et réconciliation

71. En 2007, l'UNOPS a soutenu les actions de justice et de réconciliation entreprises par les gouvernements, et notamment par ceux du Canada, des États-Unis, du Guatemala, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Suisse, et par des entités internationales telles que le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP), l'Union européenne, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). L'objectif était de mettre en place des structures légitimes chargées du règlement des différends et de l'administration de la justice. Le Bureau a contribué à la conception, à la construction et à la rénovation d'infrastructures ainsi qu'à la formation et au renforcement des capacités.

72. En Iraq, le Bureau a soutenu des projets parrainés par l'Union européenne et le Canada qui ont permis, au nom de l'Union européenne, de construire un centre des droits de l'homme et de former 280 personnes. À la demande du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Bureau a exécuté des projets de mise en place et de gestion de 10 de ces centres en Angola, au Burundi et en République démocratique du Congo, où 1 000 policiers, formateurs, représentants de la société civile et étudiants ont été formés aux droits de l'homme.

73. Dans le domaine de la justice transitionnelle et de l'administration pénitentiaire, le Bureau a conçu, puis construit, neuf centres de détentions (cinq pour le compte du Gouvernement du Guatemala et du PNUD, et quatre en Afghanistan, pour l'ONUDC). Il a aussi géré à travers le monde des projets qui ont formé 1 600 policiers à des questions de justice.

74. Le Bureau a également soutenu un programme de formation à la législation antiterroriste que l'ONUDC a proposé à 1 200 magistrats à travers le monde (et surtout dans des pays en développement); il a aidé à régler 1 513 litiges concernant des titres de propriété au Kosovo et à en gérer 31 957 autres au nom de l'Agence européenne de reconstruction, de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et des Gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Suisse; il a également contribué à élaborer et adapter un logiciel sur l'administration de la justice au Guatemala pour le compte de sa Cour suprême, du PNUD et de la Banque mondiale.

## J. Réduction de la pauvreté

75. En créant les conditions, infrastructures, services et compétences nécessaires au développement, la plupart des projets soutenus par l'UNOPS aident à réduire la pauvreté et à améliorer le niveau de vie, ce qui contribue à extirper l'extrême pauvreté, et donc à atteindre l'objectif 1 du Millénaire pour le développement. La réduction de la pauvreté est même, pour certains clients tels que le PNUD, la MINUK et les organismes nationaux de développement, l'objectif principal qu'ils cherchent à atteindre par le développement agricole, la création d'emplois et un appui financier direct.

76. En 2007, au nom du PNUD et des Gouvernements australien, britannique, néo-zélandais et suédois, le Bureau a aidé à procurer des moyens de subsistance et une assistance à la sécurité alimentaire à 252 541 foyers au Myanmar et s'est chargé d'activités visant à promouvoir et à renforcer les capacités de 15 800 ménages pour

subvenir à leurs besoins essentiels, suivant une stratégie de développement communautaire fondée sur la participation. Toujours au Myanmar, dans la mise en œuvre d'un projet du PNUD, le Bureau a offert des services de microfinancement à 351 466 ménages à faible revenu afin de stimuler les économies locales et de créer des emplois.

77. Au Kosovo, l'UNOPS a aidé la MINUK et le Gouvernement italien à dynamiser l'économie locale, à accroître les revenus et à réduire le chômage, en gérant le soutien financier apporté à 150 entreprises locales.

#### Encadré 6

#### **Remise en état des infrastructures de transport en République démocratique du Congo**

Avec 500 000 habitants, Kisangani est la troisième ville de la République démocratique du Congo; située sur les rives du fleuve Congo, c'est un carrefour du commerce entre l'est et l'ouest du pays, qui, depuis des années, souffre du mauvais état du réseau routier et du faible accès aux marchés.

En 2007, le Bureau a mené à bien deux grands projets de réfection routière : 100 kilomètres de routes ont été construits entre Kisangani et Yangambi (chantier financé par l'Union européenne) et 128 kilomètres entre Kisangani et Ubundu (financé par le Gouvernement du Royaume-Uni).

Autant que possible, ces projets ont fait appel aux capacités locales et ont employé des méthodes de travail à forte proportion de main-d'œuvre, ce qui a créé plus de 200 000 journées de travail pour les habitants de la région, dynamisant ainsi l'économie et renforçant la viabilité des produits. Grâce à ces routes, les zones agricoles de la région sont désormais reliées à l'ouest du pays via le fleuve Congo; l'accès aux marchés d'agriculteurs qui en résulte stimule le commerce et réduit la pauvreté.

Consciente de l'importance du transport fluvial à Kisangani, l'Union européenne a fait appel aux services de l'UNOPS pour remettre en état le débarcadère local et mettre en service un transbordeur sur le fleuve Lindi. Fort de son expérience des achats, le Bureau a obtenu – à un prix inférieur aux limites de son budget – deux transbordeurs de 35 tonnes pouvant chacun transporter cinq véhicules légers ou trois poids lourds.

## **K. Travaux publics**

78. Une grande partie des activités de travaux publics du Bureau a été financée par des gouvernements, notamment par ceux de l'Australie, des États-Unis, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de la Suède. L'Union européenne, le Southern Sudan Multi-Donor Trust Funds, le PNUD et l'UNICEF comptaient parmi les autres clients.

79. En 2007, l'UNOPS a supervisé la conception de 1 779 kilomètres de routes (dont 421 goudronnées 1 358 non goudronnées) et la construction et la rénovation de 1 233 kilomètres (dont 340 goudronnées et 893 non goudronnées) et de 57 ponts. Ces travaux ont eu lieu essentiellement en Afghanistan, au Myanmar, au Pérou, en République démocratique du Congo et au Soudan. En Afghanistan, le Bureau a exécuté 17 projets pour le compte d'USAID, formant 4 020 membres de la population locale aux métiers de la construction.

80. Dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, le soutien du Bureau s'est ressenti de manière exceptionnelle : ainsi, deux projets réalisés en Iraq ont permis à plus de 2 millions de personnes d'avoir un meilleur accès à l'eau salubre. Des stations de traitement des eaux ont été créées en Iraq et à Sri Lanka et 27 puits ont été forés au Soudan. Au Pérou, 20 kilomètres de réseau d'alimentation en eau ont été construits avec le concours du Bureau.

#### Encadré 7

#### **Réparation de six réseaux d'alimentation en eau dans le Sud de l'Iraq**

Dans les provinces de Qadisiya, Muthana et Wassit, au sud de l'Iraq, il devenait urgent de réparer les réseaux d'alimentation en eau, négligés depuis des dizaines d'années. Les fuites entraînaient 60 % de perte, et donc des pénuries en eau potable, tandis que la contamination par l'eau salée et les eaux usées nuisait à la qualité de l'eau, à la santé des habitants et à leurs conditions de vie.

Les trois provinces ont réagi en privilégiant le projet des « six réseaux d'alimentation en eau » et en demandant à l'UNOPS de le mettre en œuvre et de prendre la responsabilité de concevoir et gérer les réparations, le remplacement et le prolongement des réseaux. Il a fallu de l'ingéniosité : à Qadisiya, par exemple, pour remplacer un tronçon d'alimentation principal, il aurait fallu suspendre l'alimentation en eau pendant un mois, ce qui aurait risqué de provoquer une émeute. Le Bureau a donc fait travailler simultanément 180 ouvriers, qui ont creusé une tranchée de 530 mètres sous la supervision de trois de ses ingénieurs : il n'aura fallu que deux jours pour remplacer ce tronçon.

L'UNOPS s'est chargé de l'installation de 55 kilomètres de tuyaux neufs, a formé 22 hydrauliciens et a créé plus de 2 600 journées de travail pour les populations locales. Plus de 200 000 habitants ont désormais accès à l'eau potable.

81. En Iraq, le Bureau a supervisé le déblayage de 185 000 tonnes de gravats au bénéfice de 500 000 habitants, créant 53 000 journées de travail.

82. En Haïti, il a aidé à générer 800 000 watts supplémentaires, ce qui a donné à 20 000 personnes un meilleur accès à l'électricité.

83. Au Soudan, il a aidé à renforcer les capacités locales en facilitant le réaménagement des bâtiments administratifs de cinq gouverneurs et en fournissant des équipements et un appui informatiques à 13 institutions étatiques.

## Encadré 8

**La Calle de mi Barrio, Pérou**

Le programme La Calle de mi Barrio prouve qu'il est possible d'améliorer la qualité de la vie, le moral et l'optimisme des habitants des quartiers pauvres en apportant aux infrastructures matérielles des améliorations simples et peu coûteuses.

En collaboration avec le PNUD, l'UNOPS joue un rôle stratégique auprès du Ministère du logement du Pérou dans l'élaboration et l'exécution de ce programme; il participe à la planification et à la construction de chaussées et de trottoirs, remet à neuf des jardins publics et installe des aires de jeux.

En 2007, le Bureau a financé 95 projets, à raison de 250 000 à 300 000 dollars chacun – pour un montant total de 28 millions de dollars – au bénéfice de plus de 250 000 personnes. Son action recouvrait aussi bien la mise en place de procédures d'appel d'offres à des entreprises que l'encadrement et la gestion des travaux. Le Bureau a expliqué les avantages et les mécanismes d'exécution de ces projets aux populations concernées; il a pris part aux assemblées locales et a fourni des conseils sur l'entretien et la protection des nouvelles infrastructures.

La portée de ces réalisations a été considérable. Les améliorations aux chaussées des villages ont rendu la circulation des véhicules et des piétons plus aisée, réduisant le nombre d'accidents et permettant les services de voirie tels que le ramassage des ordures, d'où amélioration de la santé publique. Ces travaux ont eu une incidence positive sur la sécurité, et la hausse du niveau de vie a revalorisé l'immobilier. Dans de nombreux cas, les projets ont renforcé la gouvernance démocratique, car ils ont encouragé les populations locales à participer aux décisions.

## L. Sécurité et ordre public

84. Dans le domaine de la sécurité et de l'ordre public, le rôle de l'UNOPS a constitué essentiellement à apporter un appui aux activités du Service de la lutte antimines (SLAM); par des recrutements, des achats, des marchés passés avec des organisations nationales et des organisations à but lucratif et par une assistance technique et opérationnelle ainsi que par des services financiers et juridiques. Cet appui a souvent pris la forme de services d'aide individuelle aux membres des missions de maintien de la paix, et de services d'achats et autres pour les missions elles-mêmes.

85. En 2007, les activités de lutte antimines soutenues par le Bureau ont obtenu d'importants résultats. Neuf projets du Service ont permis de déminer environ 2 800 hectares de champs de mines et plus de 14 540 hectares de champs de bataille, de détruire 29 465 mines antipersonnel, 1 946 mines antichars et près de 1,4 million de munitions non explosées, dont 138 750 bombes à sous-munitions et 500 bombes non explosées.

86. En nettoyant 916 kilomètres de routes et en en certifiant 15 000 autres libres d'engins explosifs, le Bureau a grandement étendu la liberté de mouvement. Plus de 1 650 000 personnes ont participé à une sensibilisation au danger des mines, ce qui a considérablement amélioré la sécurité des populations concernées.

87. Le Bureau a prêté son concours à divers projets de désarmement, de démobilisation et de réintégration. En 2007, le Gouvernement japonais lui a demandé de soutenir la reconversion d'environ 900 enfants soldats au Burundi, en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Rwanda.

88. Dans les territoires palestiniens occupés, le Bureau a conçu 12 lieux de formation, en a construit 2 et a formé 395 agents des services de sécurité pour le compte des Gouvernements des États-Unis et des Pays-Bas. Au nom de l'Union européenne et des Gouvernements du Canada, des Émirats arabes unis, des États-Unis, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, il a dépensé 1,9 million de dollars pour l'achat de matériel destiné à des institutions chargées de la sécurité.

#### Encadré 9

#### **Activités des Services de lutte antimines en Afghanistan**

Le déminage a fait des progrès considérables depuis quelques années en Afghanistan, mais les mines et les munitions non explosées continuent d'y faire des victimes, d'entraver les déplacements et d'interdire l'accès à de précieuses ressources, foncières et autres.

L'UNOPS a fourni des services d'appui à un projet du SLAM coordonné par le Centre de coordination pour l'action antimines de l'ONU en Afghanistan, dont les résultats obtenus en 2007 ont été considérables. Les équipes de déminage ont reconverti 2 700 hectares de champs de mines présumés en zones réutilisables, tandis que le recours à des bien mécaniques a permis de libérer plus de 14 000 hectares d'anciens champs de bataille. Au cours de ces opérations, les équipes ont détruit plus de 26 000 mines antipersonnel, 650 mines antichars et 850 000 engins non explosés; elles ont également inspecté 6 600 hectares supplémentaires de terrain affecté par les conflits.

Le programme de lutte antimines a non seulement procédé au repérage et à l'élimination d'engins explosifs mais a également organisé une sensibilisation au danger des mines, qui a touché en 2007 plus de 1,5 million de personnes (dont 42 % de femmes). Par ailleurs, l'Afghanistan s'est conformé à la Convention d'Ottawa en détruisant tous les stocks connus de mines antipersonnel. Le Centre de coordination pour l'action antimines a joué un rôle important pour franchir cette étape.

## **M. Fonds international de développement agricole**

89. Les projets du FIDA sont presque toujours mis en œuvre par les gouvernements bénéficiaires (hormis dans certaines situations exceptionnelles, comme en Somalie). Par conséquent, le Bureau ne fournit normalement que des services de gestion des fonds, qui consistent à aider à la planification et à la négociation des projets, à assurer le contrôle et à rendre compte de la gestion

financière, à approuver ou à revoir les décaissements, à superviser l'exécution des projets, à former le personnel des projets à la gestion financière et à fournir des conseils et des recommandations techniques aux organes nationaux d'exécution.

#### Encadré 10

#### **Programme de développement communautaire intégré du FIDA en Somalie**

Les habitants des régions d'Awdal et de Galbeed, au nord-ouest de la Somalie, ont souvent du mal à subvenir à leurs besoins élémentaires faute d'eau, de nourriture, d'infrastructures et de services médicaux et financiers. Lancé en 2001 et financé par le Fonds belge de survie et le FIDA, le Programme de développement communautaire intégré vise à apporter des solutions multisectorielles à ces nombreux problèmes.

En tant qu'agent de réalisation, le Bureau a veillé à l'exécution de diverses initiatives apportant une aide à 127 000 familles dans 150 villages. Les résultats obtenus sont largement supérieurs aux objectifs dans tous les secteurs. La production agricole a dépassé la demande locale, et cette région, qui avait jadis connu la famine, jouit désormais de la sécurité alimentaire. Qui plus est, les populations locales voient le programme d'un bon œil, ce qui augmente le succès et la durabilité des produits.

Les résultats obtenus en 2007 ont renforcé les réussites précédentes : construction de 5 réservoirs d'eau, de 12 puits et de 3 barrages à accumulation de sable; distribution de 800 kilogrammes de semences pour des cultures à haut rendement et résistantes à la sécheresse; mise en culture de 40 parcelles servant à faire la démonstration des techniques agronomiques améliorées; lancement de divers services financiers gérés localement, et notamment d'associations de crédit et de fonds autorenouvelables; octroi de microcrédit à 100 rurales afin de financer des activités rémunératrices et une formation à la création d'entreprises et à la gestion des crédits; et cours d'alphabétisation au profit de 500 rurales dans 10 villages. Cette phase du programme prenant fin en 2008, le Bureau s'est également occupé d'établir un ensemble de données de base auquel on pourra se référer au cours des prochaines phases.

90. L'UNOPS a fourni des services analogues aux projets du FIDA concernant le développement rural intégré, essentiellement en Afrique et au Moyen-Orient. Ces projets s'occupent de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche; de l'action sociale; de la gestion des bassins hydrographiques et des ressources naturelles; de l'accès à l'eau potable, aux marchés et aux services; et de la mise en place de services et d'infrastructures financières en zone rurale. Ainsi, grâce à l'introduction du microcrédit, au renforcement des institutions et des capacités et à la formation, le Bureau a aidé à réduire la faim et la malnutrition, à accroître les revenus, à améliorer la qualité de l'enseignement et les conditions de vie, et donc à atteindre l'objectif 1 du Millénaire pour le développement – c'est-à-dire la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim.

91. L'UNOPS a soutenu à travers le monde des projets financés par le FIDA qui, en 2007, se sont soldés par des résultats importants; entre autres produits, ils ont

construit 255 kilomètres de routes goudronnées, 1 898 kilomètres de routes non goudronnées et 30 ponts; formé 12 480 personnes aux métiers de la construction; fourni de l'eau salubre à 2 200 personnes; foré 357 puits; fourni de l'électricité à 6 000 personnes; mis en place 22 dispositifs d'irrigation et 4 684 dispositifs d'alimentation rurale en eau; construit 9 réseaux de transport de gaz desservant 68 villages, 124 écoles et 20 cliniques; reboisé 20 hectares; effectué 2 525 démonstrations sur la production agricole; appliqué de meilleures techniques agricoles sur 135 000 hectares; distribué 12 tonnes de semences améliorées et 540 000 jeunes arbres fruitiers; vacciné 12 416 têtes de bétail; étendu le microcrédit à 31 222 ruraux; initié 7 080 femmes à l'égalité des sexes; et donné à 263 329 ruraux pauvres une formation au renforcement des capacités et des compétences et aux activités rémunératrices.

---